

## OFFICE NATIONALE DE L'ETAT CIVIL ET DE L'IDENTIFICATION (ONECI)

### RECHERCHE

## UN (E) CHEF DE SERVICE REGLEMENTATION ET CONTENTIEUX

Placé sous la tutelle technique du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité et sous la tutelle financière du Ministre chargé du Budget, l'ONECI a été créé par le décret n°2019-458 du 22 mai 2019 pour la mise en œuvre de la politique de l'Etat Civil, de l'Identification, de l'Immigration et l'Emigration ainsi que de la production des titres sécurisés. Dans le cadre de l'exécution de ses missions, la Direction Générale de l'ONECI entreprend des actions d'enrôlement de masse avec le concours de l'Etat, des partenaires financiers et des partenaires au développement.

Le Registre National des Personnes Physiques (RNPP), institué par le Décret n°2018-454 du 09 mai 2018, est un système de traitement d'informations qui assure l'enregistrement, la mémorisation et la communication d'informations relatives aux personnes physiques, à travers un fichier national centralisant les données d'identification biométriques ainsi que l'ensemble des informations relatives à l'état civil des individus.

Dans le cadre de la gestion des activités juridiques, la Direction des Moyens Généraux et des Ressources Humaines de l'ONECI lance un **appel à candidature externe** pour le poste de **Chef de Service Règlementation et Contentieux**.

### MISSIONS DU POSTE

Sous l'autorité du Sous-Directeur des Affaires Juridiques, le (la) **Chef de Service Règlementation et Contentieux** assurera la gestion des activités juridiques, précontentieuses et contentieuses, dans le respect de la réglementation, des procédures et dans le souci de préserver les intérêts de l'ONECI sous la responsabilité du supérieur hiérarchique direct. Il apportera son soutien technique aussi bien en amont de la proposition des textes que dans leur rédaction.

### Activités principales :

- Rédaction de tout texte réglementaire relatif à l'ONECI (décret, arrêté, décision) ;
- Veille juridique en vue de l'adaptation du cadre juridique et réglementaire de l'ONECI ;
- Formulation des observations sur tout projet de texte relatif à l'ONECI ou à son secteur d'activité ;
- Mise en conformité légale et réglementaire de l'ONECI ;
- Analyse de tout dossier précontentieux ou contentieux impliquant l'ONECI ;
- Proposition d'une stratégie de défense appropriée ou toute option de solution pertinente ;
- Instruction et suivi des dossiers contentieux en lien avec les professionnels du droit (avocats, commissaire de justice, etc.) ;
- Suivi de l'exécution des décisions de justice ou des autorités administratives ;
- Exécution toute autre tâche confiée par son supérieur dans le domaine de compétences.

## PROFIL RECHERCHE

- Être titulaire d'un diplôme BAC+4/5 en Droit des affaires, sciences juridiques ou tout autre diplôme équivalent ;
- Avoir une expérience professionnelle de 4 à 5 années dans un cabinet d'avocats et / ou au sein d'une Direction Juridique est un atout.

## QUALITES REQUISES ET APTITUDES PROFESSIONNELLES

### Connaissances théoriques et techniques (Savoir) :

- Bonne capacité d'analyse et de synthèse ;
- Bonne capacité rédactionnelle ;
- Bonne capacité d'adaptation ;
- Parfaite maîtrise du droit des obligations, droit civil, droit des contrats et des techniques contractuelles, du droit international ;
- Bonne connaissance du domaine juridique relatif au secteur d'activité de l'ONECI ;

### Qualités requises (Savoir être) :

- Aptitude à travailler en autonomie ou en équipe, et en interaction avec les différentes directions opérationnelles de l'entreprise ;
- Intégrité, objectivité, sens critique, respect de la confidentialité
- Rigueur et méthode ;
- Sens de la responsabilité ;
- Sens de l'organisation et de la réactivité ;
- Esprit d'analyse et de synthèse ;
- Discrétion ;
- Capacité à travailler efficacement sous pression

Merci de faire parvenir votre CV, une lettre de motivation et la copie scannée des diplômes et attestations/ certificats de formation à l'adresse suivante : [recrutements@oneci.ci](mailto:recrutements@oneci.ci) avec en objet la mention obligatoire **CHEF DE SERVICE REGLEMENTATION ET CONTENTIEUX** , au plus tard le 15 octobre 2024 délai de rigueur.